

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/20412]

11 MAI 2017. — Décret relatif au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Section I^{re}. — Disposition introductive

Article 1^{er}. Le présent décret a pour objet de transposer la Directive européenne 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, telle que modifiée par la Directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 20 novembre 2013 en ce qui concerne la formation des brevets d'infirmier(e) hospitalier(e) et d'infirmier(e) hospitalier(e) – orientation santé mentale et psychiatrie organisée au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire.

Section II. — Définitions

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1° établissement : tout établissement ou toute partie d'établissement qui dispense un enseignement de plein exercice, classé dans l'enseignement professionnel secondaire complémentaire - section "soins infirmiers" ;

2° section soins infirmiers : catégorie à laquelle appartiennent les établissements qui délivrent les brevets visés à l'article 3 du présent décret, conformément aux dispositions qu'il contient ;

3° orientation : formation durant laquelle une partie déterminée du programme d'une section est accentuée en vue d'accroître une compétence dans un domaine particulier ;

4° élève régulier : tout élève qui, répondant aux conditions d'admission, est inscrit pour l'ensemble des cours d'une année d'études déterminée et en suit effectivement et assidûment les cours et stages dans le but d'obtenir, s'il échet, à la fin de l'année d'études en cours, les effets de droits attachés à la sanction des études. L'élève perd sa qualité d'élève régulier dans les conditions prévues aux articles 23 et suivants du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire ;

5° crédit : unité correspondant au temps consacré par l'étudiant, au sein d'un programme d'études, à une activité d'apprentissage, telle que définie à l'article 15 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

6° épreuve : opération de contrôle portant sur une partie déterminée du programme d'une année d'études ;

7° examen : ensemble des épreuves d'une année d'études à l'exclusion de la 3^{ème} année complémentaire ;

8° épreuve finale : ensemble des épreuves de la 3^{ème} année d'études complémentaire ;

9° stages : également appelés « enseignement clinique » : le volet de la formation par lequel l'élève apprend, au sein d'une équipe, en contact direct avec un individu sain ou malade et/ou une collectivité, à organiser, dispenser et évaluer l'ensemble des soins infirmiers requis à partir des connaissances, des aptitudes et des compétences acquises. L'élève apprend non seulement à travailler en équipe, mais encore à diriger une équipe et à organiser les soins infirmiers globaux, y compris l'éducation à la santé pour des individus et des petits groupes au sein de l'institution de santé ou dans la collectivité ;

10° enseignement théorique et pratique : périodes de formation suivies par l'élève au sein de l'établissement scolaire pour acquérir les connaissances, la compréhension, les aptitudes et les compétences nécessaires pour organiser, dispenser et évaluer les soins globaux de santé ;

11° rapport de soins : document rédigé par les élèves, destiné à fournir la preuve de l'acquisition d'une démarche de résolution de problèmes adaptée aux soins infirmiers ;

12° décision d'équivalence : décision rendue en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers et de son arrêté d'application du 20 juillet 1971.

Section III. — Du programme et de la sanction des études

Art. 3. § 1^{er}. Les études menant à l'obtention des brevets d'infirmier(e) hospitalier(e) et d'infirmier(e) hospitalier(e) - orientation santé mentale et psychiatrie comportent trois années d'études suivies d'une troisième année complémentaire équivalente à 18 semaines de formation.

L'annexe I au présent décret fixe le programme minimum et l'annexe II fixe les compétences intermédiaires et finales.

§ 2. Une année d'études comporte quarante semaines de 38,5 périodes de 50 minutes à l'exception de la troisième année complémentaire qui se termine au plus tard le 31 janvier.

§ 3. La formation d'enseignement clinique comporte 2960 périodes (2466 heures) réparties comme suit :

- 624 périodes (520 heures) en première année ;
- 696 périodes (580 heures) en deuxième année ;
- 840 périodes (700 heures) en troisième année ;
- 800 périodes (666 heures) en troisième année complémentaire.

§ 4. Sans préjudice du paragraphe précédent, la troisième année complémentaire inclut la réalisation d'un travail de synthèse équivalent à 120 périodes (100 heures).

§ 5. La formation d'enseignement théorique comporte 2448 périodes (2040 heures) réparties comme suit :

	1e année	2e année	3e année	Total
Sciences infirmières	504 périodes (420 Heures)	408 périodes (340 heures)	360 périodes (300 heures)	1272 p 1060 h
Sciences fondamentales	192 périodes (160 heures)	216 périodes (180 heures)	144 périodes (120 heures)	552 p 460 h
Sciences sociales	48 périodes (40 heures)	72 périodes (60 heures)	48 périodes (40 heures)	168 p 140 h
Au choix de l'établissement	120 périodes (100 heures)	96 périodes (80 heures)	96 périodes (80 heures)	312 p 260 h
Méthodologie, travaux personnels basés sur la recherche et sur la réflexivité	48 périodes (40 heures)	48 périodes (40 heures)	48 périodes (40 heures)	144 p 120 h
TOTAL	912 périodes (760 heures)	840 périodes (700 heures)	696 périodes (580 heures)	2448 p 2040 h

Art. 4. § 1^{er}. Une attestation de réussite établie conformément aux modèles fixés par le Gouvernement ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est délivrée aux lauréats des examens des première, deuxième et troisième années d'études.

Les brevets visés à l'article 3 dont les modèles sont fixés par le Gouvernement ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions, sont délivrés par les établissements aux lauréats de l'épreuve finale.

§ 2. Est lauréat celui ou celle qui a satisfait à l'ensemble des conditions de réussite visées au chapitre II.

Section IV. — Des conditions d'inscription

Art. 5. Pour être régulièrement inscrit à la première année d'études, le candidat doit produire :

1° un certificat d'aptitude physique délivré soit par le médecin du service auquel est affilié l'établissement fréquenté, soit par un médecin du service de santé administratif ;

2° un extrait de casier judiciaire modèle 2, ou un document équivalent émanant d'une autorité étrangère ;

3° un des titres suivants :

a) certificat d'enseignement secondaire supérieur ;

b) certificat d'études de sixième année d'enseignement secondaire professionnel de plein exercice ou en alternance ;

c) l'attestation de réussite de l'épreuve donnant accès aux études d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) – orientation santé mentale et psychiatrie ;

d) l'attestation de réussite de l'épreuve donnant accès soit aux études d'accoucheuse, d'infirmier gradué ou d'infirmière graduée, soit aux études de bachelier sage-femme et bachelier infirmier responsable de soins généraux ;

e) décision d'équivalence à l'un des titres visés ci-dessus ;

f) à titre transitoire, le brevet de puéricultrice obtenu avant le 30 juin 1987 ou l'attestation de réussite de sixième année d'enseignement secondaire professionnel de plein exercice obtenue avant le 30 juin 1985 ;

g) certificat correspondant au certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel (secteur du service aux personnes) de plein exercice, délivré par l'enseignement de promotion sociale en application de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 approuvant le dossier de référence de la section « complément de formation générale (code 041600S20D1) en vue de l'obtention du certificat correspondant au certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel (secteur du service aux personnes) de l'enseignement de plein exercice ;

h) certificat de qualification d'aide-soignant de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale correspondant au certificat de qualification « aide-soignant » délivré à l'issue d'une septième professionnelle « aide-soignant » subdivision services aux personnes par l'enseignement secondaire supérieur de plein exercice et certificat de formation générale complémentaire à un certificat de qualification du secteur du service aux personnes ;

i) certificat de qualification d'aide familial de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale correspondant au certificat de qualification « aide familial » délivré à l'issue d'une sixième professionnelle « aide familial » subdivision services aux personnes par l'enseignement secondaire supérieur et certificat de formation générale complémentaire à un certificat de qualification du secteur du service aux personnes.

Art. 6. Pour être régulièrement inscrit à la deuxième année d'études, le candidat doit produire:

1° soit l'attestation de réussite de la première année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e), soit l'attestation de réussite de la première année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) orientation santé mentale et psychiatrie, soit l'attestation de réussite de la première année des études menant à l'obtention du diplôme d'infirmier(e) gradué(e), soit l'attestation de réussite d'un minimum de 60 crédits du Bachelier en Soins Infirmiers ou du Bachelier infirmier responsable de soins généraux ou du Bachelier sages-femmes, soit le certificat d'admission à la deuxième année d'études de Bachelier en Soins Infirmiers ou du Bachelier Infirmier responsable de soins généraux, soit le certificat d'admission à la deuxième année d'études de Bachelier en

Sages-femmes, soit l'attestation de réussite de la première année d'études menant à l'obtention du brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers ou du brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers spécialité psychiatrique, ou soit la décision d'équivalence à l'un de ces titres ;

2° soit une attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités d'enseignement : « Infirmier hospitalier : Sciences infirmières I et II », « Infirmier hospitalier : Sciences fondamentales I et II », « Infirmier hospitalier : Sciences sociales I et II », et « Stage : Infirmier hospitalier - enseignement clinique d'acquisition Ia et Ib, IIa et IIb » ;

3° soit une attestation de réussite, délivrée à partir du 1^{er} septembre 2017 dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités d'enseignement de l'infirmier hospitalier tels que définies par le Gouvernement ;

4° soit une attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités d'enseignement : « Bachelier en soins infirmiers : Sciences infirmières - Principes et exercices didactiques I et II », « Bachelier en soins infirmiers : Sciences biomédicales I et II », « Bachelier en soins infirmiers : Sciences humaines et sociales I et II » et « Bachelier en soins infirmiers : Stage d'observation et stage d'initiation » ;

5° soit une attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités d'enseignement : « Bachelier Infirmier responsable de soins généraux : Approche globale des soins de base », « Bachelier Infirmier responsable de soins généraux : Sciences biomédicales », « Bachelier Infirmier responsable de soins généraux : enseignement clinique : stage d'approche globale des soins de base », « Bachelier Infirmier responsable de soins généraux : approche globale des soins de publics spécifiques », « Bachelier Infirmier responsable de soins généraux : déontologie, éthique et législation appliquées au secteur infirmier », « Bachelier Infirmier responsable de soins généraux : relation soignant/soigné », « Bachelier Infirmier responsable de soins généraux : techniques de soins infirmiers aux adultes », « Bachelier Infirmier responsable de soins généraux : enseignement clinique : stage des techniques de soins infirmiers aux adultes ».

Art. 7. Pour être régulièrement inscrit à la troisième année d'études, le candidat doit produire :

1° soit l'attestation de réussite de la deuxième année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e), soit l'attestation de réussite de la deuxième année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) orientation santé mentale et psychiatrie, soit l'attestation de réussite de la deuxième année des études menant à l'obtention du diplôme d'infirmier(e) gradué(e), soit l'attestation de réussite d'un minimum de 120 crédits du Bachelier en Soins Infirmiers ou du Bachelier Infirmier responsable de soins généraux ou du Bachelier en Sages-femmes, soit le certificat d'admission à la troisième année d'études de Bachelier en Soins Infirmiers ou du Bachelier Infirmier responsable de soins généraux, soit le certificat d'admission à la troisième année d'études de Bachelier en Sages-femmes, soit un brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers ou le brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers spécialité psychiatrique ;

2° soit une attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités d'enseignement : « Infirmier hospitalier : Sciences infirmières III et IV », « Infirmier hospitalier : Sciences fondamentales III et IV », « Infirmier hospitalier : Sciences sociales III et IV », et « Stages : Infirmier hospitalier - enseignement clinique d'acquisition III et IV » ;

3° soit une attestation de réussite, délivrée à partir du 1^{er} septembre 2017 dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités d'enseignement de l'infirmier hospitalier tels que définies par le Gouvernement ;

4° soit une attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités d'enseignement : « Bachelier en soins infirmiers : Sciences infirmières - Principes et exercices didactiques III et IV », « Bachelier en soins infirmiers : Sciences biomédicales III et IV », « Bachelier en soins infirmiers : Sciences humaines et sociales III et IV » et « Bachelier en soins infirmiers : Stages d'acquisition I et II » ;

5° soit une attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités d'enseignement : « Bachelier Infirmier responsable de soins généraux : pathologie générale », « Bachelier Infirmier responsable de soins généraux : pathologies générales et spécialisées », « Bachelier Infirmier responsable de soins généraux : science infirmière : démarche en soins », « Bachelier Infirmier responsable de soins généraux : enseignement clinique : stage de démarches en soins infirmiers aux adultes », « Bachelier Infirmier responsable de soins généraux : relations professionnelles dans le secteur infirmier », « Bachelier Infirmier responsable de soins généraux : éducation dans le domaine des soins de santé ».

Art. 8. Pour être régulièrement inscrit à la troisième année d'études complémentaire, le candidat doit produire soit l'attestation de réussite de la troisième année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e), soit l'attestation de réussite de la troisième année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) orientation santé mentale et psychiatrie.

CHAPITRE II. — Des examens et des conditions de réussite

Art. 9. § 1^{er}. Les examens comportent :

1° les épreuves théoriques portant sur les cours dont l'annexe I du présent décret fixe le programme minimum. Un cours dispensé dans une année déterminée doit faire l'objet d'une épreuve à la fin de cette année ;

2° les épreuves pratiques suivantes :

a) en première année, deux épreuves portant sur les soins infirmiers généraux et/ou sur les soins infirmiers aux personnes âgées ;

b) en deuxième année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e), deux épreuves portant l'une, sur les soins infirmiers en médecine et l'autre, sur les soins infirmiers en chirurgie ;

c) en deuxième année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) - orientation santé mentale et psychiatrie, trois épreuves portant respectivement sur les soins infirmiers en médecine, sur les soins infirmiers en chirurgie et sur les soins infirmiers en psychiatrie ;

d) en troisième année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e), trois épreuves portant respectivement sur les soins infirmiers en médecine, sur les soins infirmiers en chirurgie et sur les soins infirmiers généraux ou aux personnes âgées ;

e) en troisième année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) - orientation santé mentale et psychiatrie, trois épreuves portant respectivement sur les soins infirmiers en médecine, sur les soins infirmiers en chirurgie et sur les soins infirmiers en psychiatrie.

§ 2. L'épreuve finale s'appuie sur un travail de synthèse et l'évaluation des stages.

Art. 10. § 1^{er}. Sont déclarés lauréats des examens de première, deuxième et troisième année, les élèves ayant obtenu au moins :

a) 50 % des points dans chacune des épreuves ;

b) 50 % des points attribués à l'ensemble constitué par les épreuves pratiques et par l'évaluation continue de l'enseignement clinique basée au minimum sur les rapports de soins que les élèves sont amenés à rédiger. L'évaluation continue et l'ensemble des deux ou trois épreuves pratiques selon le cas sont à prendre en considération avec un coefficient de pondération identique en première et deuxième année. Pour la troisième année, la cotation est à calculer en prenant en considération un coefficient de pondération de :

- 40 % pour l'évaluation continue ;

- 60 % pour l'ensemble des trois épreuves pratiques.

§ 2. Sont déclarés lauréats de l'épreuve finale les élèves ayant obtenu au moins :

a) 50 % des points attribués à l'évaluation du travail de synthèse ;

b) 50 % des points attribués à l'évaluation continue des semaines de stages de l'année complémentaire.

CHAPITRE III. — Des stages et de la protection sanitaire

Section I^{re}. — Généralités

Art. 11. § 1^{er}. Sauf en cas de force majeure à apprécier par le Ministre ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions, les stages ne sont pas organisés pendant les vacances d'hiver, les vacances de printemps pendant les trois premières années et les vacances d'été pendant les deux premières années.

§ 2. Les règles suivantes sont d'application aux stages :

1° au cours de la première et de la deuxième année d'études, l'heure du début et celle de la fin du stage ne peuvent être séparées que par un maximum de 10 heures ;

2° au cours de la deuxième et de la troisième année d'études, des stages peuvent être organisés pendant le week-end et ce à concurrence d'un minimum de cinq à un maximum de quinze week-ends répartis sur deux années d'études ;

3° au cours de la troisième année complémentaire, les stages seront organisés selon l'horaire en vigueur dans les services et unités concernés.

§ 3. Les règles suivantes sont d'application aux stages accomplis la nuit :

1° au cours de la première et de la deuxième année d'études, aucun stage ne peut être organisé la nuit ;

2° au cours de la troisième année d'études, entre quatre minimum et huit services maximum de nuit doivent être organisés ;

3° chaque prestation nocturne doit avoir une durée de huit heures au minimum ;

4° au cours du stage nocturne, l'élève doit être placé sous la surveillance effective d'un(e) infirmier(e) présent(e) dans le service ou l'unité concerné(e).

§ 4. Le stage de jour comme de nuit ne peut, en aucun cas, empêcher l'élève d'assister aux cours, ni enfreindre la réglementation sur la durée du travail en vigueur dans le secteur concerné.

Art. 12. Les élèves sont soumis durant leurs études au même contrôle médical que celui prévu pour les infirmier(ère)s. Le Gouvernement est chargé de déterminer les modalités de ce contrôle.

Art. 13. § 1^{er}. L'enseignement clinique est dispensé dans des services tant hospitaliers qu'extrahospitaliers situés en Belgique ou dans un pays autre que la Belgique et offrant les ressources cliniques, sociales et pédagogiques nécessaires à la formation technique, psychologique, morale et sociale des élèves sous la direction d'enseignants infirmiers/ sages-femmes et sous la responsabilité de l'établissement d'enseignement. D'autres personnels qualifiés peuvent être intégrés dans le processus d'enseignement.

§ 2. Tous les services précités doivent être agréés par les instances compétentes conformément à la législation en vigueur.

Section II. — Conditions de validité

Art. 14. Pour être valable, l'enseignement clinique doit répondre aux conditions suivantes :

1° la surveillance éducative des élèves doit être placée sous la responsabilité d'un enseignant. Cette exigence n'est pas d'application pour l'enseignement clinique organisé la nuit, le week-end ou durant les congés scolaires ;

2° en aucun cas, il ne peut y avoir plus de trois élèves par infirmier(ère) ou par sage-femme présent(e) dans le service ;

3° les élèves sont tenus de rédiger durant chacune des trois premières années de la formation des rapports de soins à raison, en moyenne, d'un par 120 périodes (ou 100 heures) de stages.

Art. 15. § 1^{er}. Les conditions suivantes de fonctionnement et d'organisation doivent être satisfaites :

1° Une convention de stage doit être conclue par écrit entre l'établissement et l'institution de stage. Elle a pour but de régler les relations entre l'établissement qui est responsable de la formation, et l'institution de stage qui collabore à cette formation. Cette convention, dont le modèle est établie par le Gouvernement, doit porter au minimum sur les points suivants : les noms des responsables tant de l'établissement que de l'institution de stage, le nombre d'élèves par service, les années d'études, la durée et la répartition des stages dans le temps, l'assurance en responsabilité civile et l'encadrement des stages ;

2° une collaboration doit exister entre le département infirmier et l'établissement, conformément aux règles fixées par la convention de stage visée au 1°.

§ 2. En choisissant le service de stage, l'établissement veillera à ce que les élèves soient confrontés à un éventail de situations sanitaires et/ou pathologiques et d'aspects psycho-médico-sociaux ainsi qu'à une diversité de soins infirmiers correspondant aux différents stades de la formation.

Pendant les stages, les élèves doivent avoir la possibilité d'exécuter les tâches en rapport avec leur niveau de compétence et être à même d'en procéder à une évaluation méthodique. Les expériences de formation acquises par les élèves doivent faire l'objet de discussions avec les enseignants ainsi qu'avec l'infirmier responsable du service chaque fois que cela s'avère possible.

§ 3. Le Ministre qui a l'Enseignement secondaire dans ses attributions peut, pour le choix du service ou de l'unité d'enseignement clinique, accorder une dérogation aux exigences figurant aux articles 13 à 15.

Section III. — Répartition de l'enseignement clinique

Sous-section I^{re}. — Généralités

Art. 16. Sur l'ensemble des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) ou d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - orientation santé mentale et psychiatrie, des visites d'études et/ou des conférences professionnelles dans un ou plusieurs des domaines de stages cités aux sous-sections 2 et 3 de la présente section peuvent être organisées, à concurrence de 150 périodes (ou 125 heures) maximum et pour autant que les élèves fassent un rapport écrit de chacune d'elles.

Art. 17. Pour chaque élève, l'établissement remplit un tableau récapitulatif de stages. Ce document fait partie du dossier administratif de l'élève et doit être tenu à disposition des services de l'Inspection et de la Direction générale de l'enseignement obligatoire.

Pour l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère)

Sous-section II. — Pour l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère)

Art. 18. La première année comporte un minimum de 624 périodes (520 heures) d'enseignement clinique des soins infirmiers généraux à répartir :

1° auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine ou de chirurgie ;

2° auprès de personnes âgées ;

3° au choix de l'établissement, des stages peuvent également être organisés auprès d'enfants sains et auprès de personnes en situation de handicap.

Art. 19. La deuxième année comporte un minimum de 696 périodes (580 heures) d'enseignement clinique des soins infirmiers à répartir :

1° auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine et de chirurgie ;

2° auprès de personnes âgées ;

3° auprès de personnes nécessitant des soins de santé mentale et/ou psychiatriques ;

4° au choix de l'établissement, des stages peuvent être organisés dans des services de pédiatrie, maternité, auprès de personnes recevant des soins à domicile, auprès d'enfants sains et auprès de personnes en situation de handicap.

Art. 20. La troisième année comporte un minimum de 840 périodes (700 heures) d'enseignement clinique des soins infirmiers à répartir :

1° auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine et chirurgie ;

2° auprès de personnes âgées ;

3° auprès de personnes nécessitant des soins de santé mentale et/ou psychiatriques ;

4° auprès de personnes recevant des soins à domicile ;

5° au choix de l'établissement, des stages peuvent être organisés dans des services de pédiatrie, maternité, salle d'opération, autres services médico-techniques et auprès de personnes en situation de handicap.

Art. 21. La troisième année complémentaire comporte un minimum de 800 périodes (666 heures) d'enseignement clinique.

Quel que soit son parcours, l'élève doit totaliser à l'issue de sa formation conduisant au brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) un minimum de 2760 périodes (2300 heures) d'enseignement clinique.

Sous-section III. — Pour l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - orientation santé mentale et psychiatrie

Art. 22. La première année comporte un minimum de 624 périodes (520 heures) d'enseignement clinique des soins infirmiers à répartir :

1° auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine ou de chirurgie ;

2° auprès de personnes âgées ;

3° auprès de personnes recevant des soins de santé mentale et/ou psychiatriques ;

4° au choix de l'établissement, des stages peuvent également être organisés auprès d'enfants sains, dans des services extra-hospitaliers et auprès de personnes en situation de handicap.

Art. 23. La deuxième année comporte un minimum de 696 périodes (580 heures) d'enseignement clinique des soins infirmiers à répartir :

1° auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine et de chirurgie ;

2° auprès de personnes âgées ;

3° auprès de personnes nécessitant des soins de santé mentale et/ou psychiatriques ;

4° au choix de l'établissement, des stages peuvent être organisés dans des services de pédiatrie, maternité, auprès de personnes recevant des soins à domicile et auprès de personnes en situation de handicap.

Art. 24. La troisième année comporte un minimum de 840 périodes (700 heures) d'enseignement clinique des soins infirmiers à répartir :

1° auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine et chirurgie ;

2° auprès de personnes nécessitant des soins de santé mentale et/ou psychiatriques ;

3° auprès de personnes recevant des soins à domicile ;

4° au choix de l'établissement, des stages peuvent être organisés dans des services de pédiatrie, maternité, salle d'opération et autres services médico-techniques, dans des services extra-hospitaliers et auprès de personnes en situation de handicap.

Art. 25. La troisième année complémentaire comporte un minimum de 800 périodes (666 heures) d'enseignement clinique.

Quel que soit son parcours, l'élève doit totaliser à l'issue de sa formation conduisant au brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - orientation santé mentale et psychiatrie, un minimum de 2760 périodes (2300 heures) d'enseignement clinique.

CHAPITRE IV. — Dispositions modificatives et abrogatoires

Disposition modificatives

Art. 26. Dans la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, à l'article 2, paragraphe 1^{er}, les mots « d'un quatrième degré de deux ou trois ans » sont remplacés par les mots « d'un quatrième degré d'au moins deux ans ».

Art. 27. Dans l'arrêté royal n°2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, à l'article 3, les mots « 36 périodes hebdomadaires » sont remplacés par les mots « 38,5 périodes hebdomadaires ».

Art. 28. Dans l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, à l'article 1^{er}, il est ajouté un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Par dérogation au § 1^{er}, dans l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, une troisième année complémentaire comportant 18 semaines de stages est organisée. ».

Art. 29. Dans l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, à l'article 25, paragraphe 2, point 4, les mots « après avoir terminé avec fruit la sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel ou la sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance tel que défini à l'article 2bis, § 1^{er}, 1°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance; » sont supprimés.

Section II. — Dispositions abrogatoires

Art. 30. L'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet d'hospitalier et d'hospitalière et fixation des conditions de collation de ce brevet est abrogé.

Art. 31. L'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière est abrogé.

Art. 32. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - Orientation santé mentale et psychiatrie est abrogé.

Art. 33. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 mars 1995 fixant le programme de l'enseignement clinique pour l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - orientation santé mentale et psychiatrie est abrogé.

CHAPITRE V. — Entrée en vigueur

Art. 34. Le présent décret produit ses effets au 1^{er} septembre 2016 pour la 1^e année d'études visée à l'article 5.

Il entre en vigueur au 1^{er} septembre 2017 pour la 2^e année d'études visée à l'article 6, au 1^{er} septembre 2018 pour la 3^e année d'études visée à l'article 7 et au 1^{er} septembre 2019 pour la troisième année complémentaire visée à l'article 8.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 mai 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2016-2017

Documents du Parlement. Projet de décret, n°432-1. – Rapport 432-2.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 10 mai 2017.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/20412]

11 MEI 2017. — Decreet betreffende de vierde graad van het aanvullend beroepssecundair onderwijs, afdeling verpleegkunde

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen**Afdeling I. — Inleidende bepaling*

Artikel 1. Dit decreet heeft tot doel de Europese richtlijn 2005/36/EG betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2013/55/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013, om te zetten betreffende de opleiding voor de brevetten van ziekenhuisverpleger (-verpleegster) en van ziekenhuisverpleger (-verpleegster)- studierichting geestelijke gezondheid en psychiatrie, georganiseerd in de vierde graad van het aanvullend secundair beroepssecundair onderwijs.

Afdeling II. — Definities

Art. 2. In de zin van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° instelling : elke instelling die of elk deel van een instelling dat een onderwijs met volledig leerplan verstrekt, gerangschikt in het aanvullend beroepssecundair onderwijs – afdeling “verpleegkunde”;

2° afdeling “verpleegkunde” : categorie waartoe de instellingen die de in artikel 3 van dit decreet bedoelde brevetten uitreiken, behoren, overeenkomstig de bepalingen die het bevat;

3° studierichting : opleiding gedurende welke de nadruk wordt gelegd op een welbepaald deel van het programma van een afdeling, om een competentie op een welbepaald gebied te verbeteren;

4° regelmatige leerling : een regelmatige leerling is een leerling die voldoet aan de toelatingsvoorwaarden en die ingeschreven is voor het geheel van de cursussen van een welbepaald leerjaar en er werkelijk en regelmatig de lessen en stages volgt, om, in voorkomend geval, op het einde van het lopende leerjaar, de rechtsgevolgen in verband met de bekrachtiging van de studies te genieten. De leerling verliest zijn hoedanigheid van regelmatige leerling in de voorwaarden bepaald in de artikelen 23 en volgende van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie;

5° studiepunten : eenheid die overeenstemt met de tijd die door de student, binnen een studieprogramma, besteed wordt aan een leeractiviteit, zoals bepaald in artikel 15 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

6° proef : controleactie betreffende een welbepaald deel van het programma van een leerjaar;

7° examen : geheel van de proeven van een leerjaar met uitsluiting van het derde aanvullende leerjaar;

8° eindproef : geheel van de proeven van het derde aanvullende leerjaar;

9° stages : ook “klinisch onderwijs” genoemd : dat deel van de opleiding in de verpleegkunde waar de leerling in teamverband en in rechtstreeks contact met een gezonde persoon of patiënt en/of een gemeenschap op grond van verworven kennis, vaardigheden en competenties de vereiste algemene verpleegkundige verzorging leert plannen, verstrekken en beoordelen. De leerling leert niet alleen in teamverband werken, maar ook als teamleider optreden en zich bezighouden met de organisatie van de algemene verpleegkundige verzorging, waaronder de gezondheidseducatie voor individuele personen en kleine groepen binnen instellingen voor gezondheidszorg of in de gemeenschap;

10° theoretisch en praktisch onderwijs : opleidingsperiodes die door de leerling binnen de schoolinstelling worden gevolgd om de kennis, het begrip, de vaardigheden en de competenties te verwerven die noodzakelijk zijn om de globale gezondheidszorg te plannen, te verstrekken en te beoordelen;

11° verpleegverslag : document dat door een leerling wordt opgesteld, bestemd om het bewijs te leveren van het verwerven van een gedrag voor de oplossing van problemen dat aan de verpleegkunde aangepast is;

12° beslissing tot gelijkwaardigheid : beslissing, genomen met toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften en van het besluit van 20 juli 1971 tot toepassing ervan.

Afdeling III. — Programma en bekrachtiging van studies

Art. 3. § 1. De studies die leiden tot het behalen van de brevetten van ziekenhuisverpleger (-verpleegster) en van ziekenhuisverpleger (-verpleegster)- studierichting geestelijke gezondheid en psychiatrie omvatten drie leerjaren, gevolgd door een derde aanvullend jaar dat 18 opleidingsweken uitmaakt.

Bijlage I bij dit decreet stelt het minimumprogramma vast en bijlage II stelt de tussentijdse en eindcompetenties vast.

§ 2. Een leerjaar omvat veertig weken van 38,5 lestijden van 50 minuten, met uitzondering van het derde aanvullende leerjaar, dat uiterlijk op 31 januari eindigt.

§ 3. De opleiding betreffende het klinisch onderwijs omvat 2960 lestijden (2466 uur), verdeeld als volgt :

- 624 lestijden (520 uur) in het eerste leerjaar;

- 696 lestijden (580 uur) in het tweede leerjaar;

- 840 lestijden (700 uur) in het derde leerjaar;

- 800 lestijden (666 uur) in het derde aanvullende leerjaar.

§ 4. Onverminderd de vorige paragraaf, houdt het derde aanvullende leerjaar de verwezenlijking van een syntheseswerk in dat met 120 lestijden (100 uur) overeenstemt.

§ 5. De opleiding betreffende het theoretisch onderwijs omvat 2448 lestijden (2040 uur), verdeeld als volgt :

	1e leerjaar	2e leerjaar	3e leerjaar	Totaal
Verpleegwetenschappen	504 lestijden (420 uur)	408 lestijden (340 uur)	360 lestijden (300 uur)	1272 lestijden (1060 uur)
Fundamentele wetenschappen	(192 lestijden (160 uur)	216 lestijden (180 uur)	144 lestijden (120 uur)	552 lestijden (460 uur)
Sociale wetenschappen	48 lestijden (40 uur)	72 lestijden (60 uur)	48 lestijden (40 uur)	168 lestijden (140 uur)
Naar keuze van de instelling	120 lestijden (100 uur)	96 lestijden (80 uur)	96 lestijden (80 uur)	312 lestijden (260 uur)
Methodologie, werkzaamheden gebaseerd op onderzoek en reflexiviteit	48 lestijden (40 uur)	48 lestijden (40 uur)	48 lestijden (40 uur)	144 lestijden (120 uur)
TOTAAL	912 lestijden (760 uur)	840 lestijden (700 uur)	696 lestijden (580 uur)	2448 lestijden (2040 uur)

Art. 4. § 1. Er wordt een slaagattest, opgemaakt overeenkomstig de door de Minister bevoegd voor het secundair onderwijs vast te stellen modellen, uitgereikt aan de geslaagden voor de examens van het eerste, tweede en derde leerjaar.

De in artikel 3 bedoelde brevetten, waarvan de modellen worden vastgesteld door de minister van de Regering bevoegd voor het secundair onderwijs, worden door de instellingen aan de geslaagden voor de eindproef uitgereikt.

§ 2. Geslaagd is, hij of zij die heeft voldaan aan alle in hoofdstuk II bedoelde slaagvoorwaarden.

Afdeling IV. — Inschrijvingsvoorwaarden

Art. 5. Om voor het eerste leerjaar regelmatig ingeschreven te worden, moet de kandidaat de volgende documenten overleggen :

1° een getuigschrift van lichamelijke geschiktheid, uitgereikt ofwel door de arts van de dienst waarbij de instelling aangesloten is, ofwel door een arts van de administratieve gezondheidsdienst;

2° een uittreksel van het strafregister model 2, of een gelijkwaardig document afkomstig uit een buitenlandse overheid;

3° één van de volgende bekwaamheidsbewijzen :

a) getuigschrift van het hoger secundair onderwijs;

b) studiegetuigschrift zesde leerjaar beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan of alternerend;

c) het attest van slagen voor de proef die toelating geeft tot de studies ziekenhuisverpleger (-verpleegster) en van ziekenhuisverpleger (-verpleegster)- studierichting geestelijke gezondheid en psychiatrie;

d) het attest van slagen voor de proef die toelating geeft tot de studies vroedvrouw, gegradueerde verpleger (-ster), ofwel tot de studies bachelor verloskundige en bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger;

e) beslissing tot gelijkstelling met één van de hierboven vermelde bekwaamheidsbewijzen;

f) bij wijze van overgangsmaatregel, het brevet van kinderverzorgster, behaald voor 30 juni 1987 of het slaagattest van het zesde leerjaar beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, behaald voor 30 juni 1985;

g) getuigschrift dat overeenstemt met het studiegetuigschrift van het zesde leerjaar beroepssecundair onderwijs (sector dienstverlening aan personen) met volledig leerplan, uitgereikt door het onderwijs voor sociale promotie met toepassing van artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 tot goedkeuring van het referatedossier van de afdeling "Aanvulling algemene vorming (code 041600520D1) met het oog op het behalen van het getuigschrift dat overeenstemt met het schoolgetuigschrift van het zesde leerjaar van het secundair beroepsonderwijs (afdeling dienstverlening aan personen)" van het onderwijs met volledig leerplan;

h) kwalificatiegetuigschrift hulpverpleger van het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie dat overeenstemt met het kwalificatiegetuigschrift "hulpverpleger", uitgereikt op het einde van een zevende leerjaar beroepsonderwijs "hulpverpleger", afdeling "dienstverlening aan personen", door het hoger secundair onderwijs met volledig leerplan, en getuigschrift algemene opleiding ter aanvulling van een kwalificatiegetuigschrift van de sector "dienstverlening aan personen";

i) kwalificatiegetuigschrift gezinshelpster van het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie dat overeenstemt met het kwalificatiegetuigschrift "gezinshelpster", uitgereikt op het einde van een zesde leerjaar beroepsonderwijs "gezinshelpster", afdeling "dienstverlening aan personen", door het hoger secundair onderwijs met volledig leerplan, en getuigschrift algemene opleiding ter aanvulling van een kwalificatiegetuigschrift van de sector "dienstverlening aan personen".

Art. 6. Om voor het tweede leerjaar regelmatig ingeschreven te worden, moet de kandidaat de volgende documenten overleggen :

1° ofwel het attest van slagen voor het eerste leerjaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger (-ster), ofwel het attest van slagen voor het eerste leerjaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger (-ster) - studierichting geestelijke gezondheid en psychiatrie, ofwel het attest van slagen voor het eerste leerjaar van de studies die leiden tot het behalen van het diploma van gegradueerde verpleger (-ster), ofwel het slaagattest met minstens 60 studiepunten van bachelor verpleegkunde of van bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger of bachelor verloskundige, ofwel het getuigschrift van toelating tot het tweede leerjaar bachelor verpleegkunde of van bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, ofwel het getuigschrift van toelating tot het tweede leerjaar bachelor verloskundige, ofwel het attest van slagen voor het eerste leerjaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van assistent ziekenhuisverpleger of van het brevet assistent ziekenhuisverpleger – specialiteit psychiatrie, ofwel de beslissing tot gelijkstelling met één van die bekwaamheidsbewijzen;

2° ofwel een attest van slagen, in een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie, voor de onderwijsseenheden : “ziekenhuisverpleger : verpleegwetenschappen I en II”, “ziekenhuisverpleger : basiswetenschappen I en II”, “Ziekenhuisverpleger : sociale wetenschappen I en II”, en “Stage : ziekenhuisverpleger – klinisch verwervingsonderwijs Ia en Ib, IIa en IIb”;

3° ofwel een slaagattest, uitgereikt vanaf 1 september 2017 in een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie, onderwijsseenheden van de ziekenhuisverpleger, zoals bepaald door de Regering;

4° ofwel een attest van slagen, in een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie, voor de onderwijsseenheden : “bachelor verpleegkunde : verpleegwetenschappen – Beginselen en didactische oefeningen I en II”, “bachelor verpleegkunde : biomedische wetenschappen I en II”; “bachelor verpleegkunde : mens- en sociale wetenschappen” “bachelor verpleegkunde : observatiestage en initiatiestage”;

5° ofwel een attest van slagen, in een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie, voor de onderwijsseenheden : “bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger: globale benadering van de basisverpleegkunde”, “bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger: klinisch onderwijs : stage voor een globale benadering van de basisverpleegkunde”, “bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger: globale benadering van de verpleging van specifieke doelgroepen”, “bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger: deontologie, ethiek en wetgeving, toegepast op de verpleegsector”, “bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger : verhouding tussen de verplegende persoon en de verpleegde persoon”, “bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger: technieken verpleegzorg aan volwassenen”, “bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger : klinisch onderwijs : stage voor technieken inzake verpleegzorg aan volwassenen”.

Art. 7. Om voor het derde leerjaar regelmatig ingeschreven te worden, moet de kandidaat de volgende documenten overleggen :

1° ofwel het attest van slagen voor het tweede leerjaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger (-ster), ofwel het attest van slagen voor het tweede leerjaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger (-ster) - studierichting geestelijke gezondheid en psychiatrie, ofwel het attest van slagen voor het tweede leerjaar van de studies die leiden tot het behalen van het diploma van gegradueerde verpleger (-ster), ofwel het slaagattest met minstens 120 studiepunten van bachelor verpleegkunde of van bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger of bachelor verloskundige, ofwel het getuigschrift van toelating tot het derde leerjaar bachelor verpleegkunde of van bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, ofwel het getuigschrift van toelating tot het derde leerjaar bachelor verloskundige, ofwel het brevet van assistent ziekenhuisverpleger of van het brevet assistent ziekenhuisverpleger – specialiteit psychiatrie;

2° ofwel een attest van slagen, in een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie, voor de onderwijsseenheden : “ziekenhuisverpleger : verpleegwetenschappen III en IV”, “ziekenhuisverpleger : basiswetenschappen III en IV”, “Ziekenhuisverpleger : sociale wetenschappen III en IV”, en “Stage : ziekenhuisverpleger – klinisch verwervingsonderwijs III en IV”;

3° ofwel een slaagattest, uitgereikt vanaf 1 september 2017 in een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie, voor de onderwijsseenheden van de ziekenhuisverpleger, zoals bepaald door de Regering;

4° ofwel een attest van slagen, in een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie, voor de onderwijsseenheden : “bachelor verpleegkunde : verpleegwetenschappen – Beginselen en didactische oefeningen III en IV”, “bachelor verpleegkunde : biomedische wetenschappen III en IV”; “bachelor verpleegkunde : mens- en sociale wetenschappen III en IV” en “bachelor verpleegkunde : verwervingsstages I en II”;

5° ofwel een attest van slagen, in een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie, voor de onderwijsseenheden : “bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger: algemene pathologie”, “bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger: algemene en gespecialiseerde pathologie”, “bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger : verpleegwetenschap : verpleegactie”, “bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger: klinisch onderwijs : stage verpleegactie voor volwassenen”, “bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger: professionele betrekkingen in de verpleegsector”, “bachelor verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger : opvoeding in de zorgsector”.

Art. 8. Om in het derde aanvullende leerjaar regelmatig te worden ingeschreven, moet de kandidaat de volgende documenten overleggen : ofwel het attest van slagen voor het derde leerjaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger (-ster), ofwel het attest van slagen voor het derde leerjaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger (-ster) – studierichting geestelijke gezondheid en psychiatrie.

HOOFDSTUK II. — Examens en voorwaarden voor slagen

Art. 9. § 1. De examens bestaan uit :

1° de theoretische proeven betreffende de cursussen waarvan bijlage I bij dit decreet het minimumprogramma vaststelt. Voor een cursus die in een bepaald leerjaar wordt gegeven, moet, op het einde van dat jaar, een proef worden georganiseerd;

2° de volgende praktische proeven :

a) in het eerste leerjaar, twee proeven die betrekking hebben op de algemene verpleegkunde en/of de verpleegkunde voor bejaarden;

b) in het tweede leerjaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger (-ster), twee proeven die betrekking hebben, de ene, op de verpleegkunde in de geneeskunde, en, de andere, op de verpleegkunde in de heelkunde;

c) in het tweede leerjaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger (-ster) – studierichting : geestelijke gezondheid en psychiatrie, drie proeven die respectief betrekking hebben op de verpleegkunde in de geneeskunde, op de verpleegkunde in de heelkunde en op de verpleegkunde in de psychiatrie;

d) in het derde leerjaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger(-ster), drie proeven die respectief betrekking hebben op de verpleegkunde in de geneeskunde, op de verpleegkunde in de heelkunde, en op de algemene verpleegkunde of verpleegkunde voor bejaarden;

e) in het derde leerjaar van de studie die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger(-ster) – studierichting geestelijke gezondheid en psychiatrie, drie proeven die respectief betrekking hebben op de verpleegkunde in de geneeskunde, op de verpleegkunde in de heelkunde en op de verpleegkunde in de psychiatrie.

§ 2. De eindproef steunt op een syntheseswerk en op de evaluatie van de stages.

Art. 10. § 1. Worden beschouwd als geslaagd te zijn voor de examens van het eerste, tweede en derde leerjaar, de leerlingen die minstens de volgende cijfers hebben behaald :

a) 50 % van de punten in elk van de proeven;

b) 50 % van de punten die worden toegekend aan het geheel, bestaande uit de praktische proeven en uit de doorlopende evaluatie van het klinisch onderwijs, minstens gebaseerd op de verpleegverslagen die de leerlingen moeten opstellen. De doorlopende evaluatie en het geheel van de twee of drie praktische proeven, naargelang van het geval, moeten in aanmerking worden genomen met een zelfde wegingscoëfficiënt voor het eerste en het tweede leerjaar. Voor het derde leerjaar, wordt het cijfer berekend door de volgende wegingscoëfficiënten in aanmerking te nemen :

- 40 % voor de doorlopende evaluatie;

- 60 % voor het geheel van de drie praktische proeven.

§ 2. Worden beschouwd als geslaagd te zijn voor de eindproef, de leerlingen die minstens de volgende cijfers hebben behaald :

a) 50 % van de punten die worden toegekend voor de evaluatie van het synthesewerk;

b) 50 % van de punten die worden toegekend voor de doorlopende evaluatie van de stageweken van het aanvullende jaar.

HOOFDSTUK III. — *Stages en gezondheidsbescherming*

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 11. § 1. Behoudens in geval van overmacht, die door de minister van secundair onderwijs wordt vastgesteld, worden de stages niet georganiseerd gedurende de wintervakantie en de voorjaarsvakantie, in de eerste drie leerjaren, en gedurende de zomervakantie, in de eerste twee leerjaren.

§ 2. De volgende regels zijn op de stages toepasselijk :

1° gedurende het eerste en het tweede leerjaar, kunnen het uur van het begin en het uur van het einde van de stage door hoogstens 10 uur worden gescheiden;

2° gedurende het tweede en het derde leerjaar, kunnen stages worden georganiseerd tijdens het weekeinde, in verhouding tot minstens vijf en hoogstens vijftien weekeinden, verdeeld over twee leerjaren;

3° gedurende het derde aanvullende leerjaar, worden de stages georganiseerd volgens de dienstregeling die in de betrokken diensten en eenheden geldt.

§ 3. De volgende regels zijn van toepassing op de 's nachts verrichte stages :

1° gedurende het eerste en het tweede leerjaar, kan geen stage 's nachts worden georganiseerd;

2° gedurende het derde leerjaar, moeten minstens vier en hoogstens acht diensten 's nachts worden georganiseerd;

3° elke nachtprestatie moet minstens acht uur duren;

4° gedurende de nachtstage, moet de leerling onder het werkelijke toezicht van een verpleger (-ster) die in de betrokken dienst of eenheid aanwezig is, worden geplaatst.

§ 4. Zowel de dagstage als de nachtstage kunnen geenszins de leerling beletten de lessen te volgen, noch strijdig zijn met de regeling over de arbeidsduur die in de betrokken sector geldig is.

Art. 12. Gedurende hun studies moeten de leerlingen onder hetzelfde medisch toezicht staan als de verpleger(-sters). De Regering stelt de nadere regels voor dat toezicht vast.

Art. 13. § 1. Het klinisch onderwijs wordt verstrekt in diensten die zich zowel binnen als buiten ziekenhuizen bevinden, gelegen in België of in een ander land dan België, die klinische, sociale en pedagogische hulpmiddelen aanbieden die noodzakelijk zijn voor de technische, psychologische, morele en sociale opleiding van de leerlingen, onder leiding van leerkrachten-verplegers/verloskundigen, en onder de verantwoordelijkheid van de onderwijsinstelling. Andere geschoolde personeelsleden kunnen in het onderwijsproces worden opgenomen.

§ 2. Alle voormelde diensten moeten door de bevoegde instanties worden erkend overeenkomstig de geldende wetgeving.

Afdeling II. — Geldigheidsvoorwaarden

Art. 14. Om geldig te zijn moet het klinisch onderwijs voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° het opvoedkundige toezicht van de leerlingen moet onder de verantwoordelijkheid van een leerkracht staan. Die voorwaarde is niet van toepassing voor het klinisch onderwijs dat gedurende de nacht, het weekeinde of gedurende de schoolverloven wordt georganiseerd;

2° in geen geval mogen meer dan drie leerlingen per verpleger(-ster) of per verloskundige in de dienst aanwezig zijn;

3° de leerlingen moeten in elk van de eerste drie leerjaren van de opleiding verpleegverslagen opstellen, in verhouding, gemiddeld, van één per 120 lestijden (of 100 uur) stage.

Art. 15. § 1. De volgende werkings- en organisatievoorwaarden moeten worden vervuld :

1° Er moet een stageovereenkomst schriftelijk worden gesloten tussen de instelling en de stage-instelling. Ze heeft tot doel de betrekkingen tussen de instelling die voor de opleiding verantwoordelijk is en de stage-instelling die aan die opleiding meewerkt. Die overeenkomst, waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld, moet betrekking hebben op minstens de volgende punten : de namen van de verantwoordelijken zowel van de instelling als van de stage-instelling, het aantal leerlingen per dienst, de studiejaar, de duur en de verdeling van de stages in de tijd, de verzekering burgerlijke aansprakelijkheid en de begeleiding van de stages;

2° er moet een medewerking bestaan tussen het departement verpleegkunde en de instelling, overeenkomstig de regels die bij de in 1° bedoelde stageovereenkomst worden vastgesteld.

§ 2. Bij de keuze van de stagedienst, zorgt de instelling ervoor dat de leerlingen worden geconfronteerd met een waaier van gezondheids- en/of pathologische situaties en van psychisch-medisch-sociale aspecten en met een verscheidenheid van verpleegzorg in overeenstemming met de verschillende stadia van de opleiding.

Gedurende de stages moeten de leerlingen taken kunnen uitvoeren in verband met hun competentieniveau en in staat zijn er een methodische evaluatie van uit te voeren. De door de leerlingen verworven opleidingservaringen moeten worden besproken met de leerkrachten alsook met een verpleger die voor de dienst verantwoordelijk is, telkens als dit mogelijk is.

§ 3. De Minister bevoegd voor het secundair onderwijs kan, voor de keuze van de dienst of van de eenheid voor klinisch onderwijs, een afwijking van de eisen van de artikelen 13 tot 15 toekennen.

Afdeling III. — Verdeling van het klinisch onderwijs

Onderafdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 16. Voor het geheel van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger(-ster) of van ziekenhuisverpleger (-ster) – studierichting geestelijke gezondheid en psychiatrie, kunnen studiebezoeken en/of beroepsconferenties worden georganiseerd op één of meer stagegebieden vermeld in de onderafdelingen 2 en 3 van deze afdeling, in verhouding tot hoogstens 150 lestijden (of 125 uur), voor zover de leerlingen een schriftelijk verslag over elk van die opmaken.

Art. 17. Voor elke leerling vult de instelling een samenvattende tabel van de stages in. Dat document maakt deel uit van het administratief dossier van de leerling en moet ter beschikking staan van de diensten van de inspectie en de algemene directie leerplichtonderwijs.

Onderafdeling II. — Voor het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger

Art. 18. Het eerste leerjaar omvat minstens 624 lestijden (520 uur) klinisch onderwijs voor de algemene verpleegkunde, te verdelen over :

- 1° volwassenen die opgenomen zijn in diensten geneeskunde of heelkunde;
- 2° bejaarden;
- 3° naar keuze van de instelling, kunnen stages ook worden georganiseerd bij gezonde kinderen en bij personen met een handicap.

Art. 19. Het tweede leerjaar omvat minstens 696 lestijden (580 uur) klinisch onderwijs verpleegkunde, te verdelen over :

- 1° volwassenen die opgenomen zijn in diensten geneeskunde of heelkunde;
- 2° bejaarden;
- 3° personen die geestelijke en /of psychiatrische gezondheidszorg nodig hebben;
- 4° naar keuze van de instelling, kunnen stages worden georganiseerd in diensten kindergeneeskunde, materniteit, bij personen die thuisverzorging krijgen, bij gezonde kinderen en bij personen met een handicap.

Art. 20. Het derde leerjaar omvat minstens 840 lestijden (700 uur) klinisch onderwijs verpleegkunde, te verdelen over :

- 1° volwassenen die opgenomen zijn in diensten geneeskunde of heelkunde;
- 2° bejaarden;
- 3° personen die geestelijke en /of psychiatrische gezondheidszorg nodig hebben;
- 4° bij personen die thuisverzorging krijgen;
- 5° naar keuze van de instelling, kunnen stages worden georganiseerd in diensten kindergeneeskunde, materniteit, andere medisch-technische diensten en bij personen met een handicap.

Art. 21. Het derde aanvullende leerjaar omvat minstens 800 lestijden (666 uur) klinisch onderwijs.

Ongeacht zijn studietraject moet de leerling, op het einde van zijn opleiding die leidt tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger, minstens 2760 lestijden (2300 uur) klinisch onderwijs hebben gevolgd.

Onderafdeling III. — Voor het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger – studierichting geestelijke gezondheid en psychiatrie

Art. 22. Het eerste leerjaar omvat minstens 624 lestijden (520 uur) klinisch onderwijs verpleegkunde, te verdelen over :

- 1° volwassenen die opgenomen zijn in diensten geneeskunde of heelkunde;
- 2° bejaarden;
- 3° personen die geestelijke en /of psychiatrische gezondheidszorg nodig hebben;
- 4° naar keuze van de instelling, kunnen ook stages worden georganiseerd bij gezonde kinderen, in extramurale diensten en bij personen met een handicap.

Art. 23. Het tweede leerjaar omvat minstens 696 lestijden (580 uur) klinisch onderwijs verpleegkunde, te verdelen over :

- 1° volwassenen die opgenomen zijn in diensten geneeskunde of heelkunde;
- 2° bejaarden;
- 3° personen die geestelijke en /of psychiatrische gezondheidszorg nodig hebben;
- 4° naar keuze van de instelling, kunnen stages worden georganiseerd in diensten kindergeneeskunde, materniteit, bij personen die thuisverzorging krijgen, en bij personen met een handicap.

Art. 24. Het derde leerjaar omvat minstens 840 lestijden (700 uur) klinisch onderwijs verpleegkunde, te verdelen over :

- 1° volwassenen die opgenomen zijn in diensten geneeskunde of heelkunde;
- 2° personen die geestelijke en /of psychiatrische gezondheidszorg nodig hebben;
- 3° bij personen die thuisverzorging krijgen;

4° naar keuze van de instelling, kunnen stages worden georganiseerd in diensten kindergeneeskunde, materniteit, operatiezalen en andere medisch-technische diensten, in extramurale diensten en bij personen met een handicap.

Art. 25. Het derde aanvullende leerjaar omvat minstens 800 lestijden (666 uur) klinisch onderwijs.

Ongeacht zijn studietraject moet de leerling, op het einde van zijn opleiding die leidt tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger (-ster) – studierichting geestelijke gezondheid en psychiatrie, minstens 2760 lestijden (2300 uur) klinisch onderwijs hebben gevolgd.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Afdeling I. — Wijzigingsbepalingen

Art. 26. In de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, in artikel 1, worden de woorden “een vierde graad van twee of drie jaren” vervangen door de woorden “een vierde graad van minstens twee leerjaren”.

Art. 27. In het koninklijk besluit nr. 2 van 21 augustus 1978 tot vaststelling van het maximum aantal lestijden per week in het onderwijs met volledig leerplan van het secundair onderwijs, van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, in artikel 3, worden de woorden “36 lestijden per week” vervangen door de woorden “38,5 lestijden per week”.

Art. 28. In het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, in artikel 1, wordt een paragraaf 4 toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 4. In afwijking van § 1, in het aanvullende beroepssecundair onderwijs, wordt een derde aanvullend leerjaar, dat 18 weken stage omvat, georganiseerd.”.

Art. 29. In het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, in artikel 25, paragraaf 2, punt 4, worden de woorden “na met vrucht het zesde studiejaar van het beroepssecundair onderwijs of het zesde beroepsjaar van het alternerend onderwijs zoals bepaald bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs te hebben beëindigd;” geschrapt.

Afdeling II. — Opheffingsbepalingen

Art. 30. Het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende instelling van het brevet van verpleegassistent en verpleegassistente en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend, wordt opgeheven.

Art. 31. Het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend, wordt opgeheven.

Art. 32. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, worden toegekend, wordt opgeheven.

Art. 33. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 maart 1995 houdende vaststelling van het programma van het klinisch onderwijs ter verkrijging van het brevet van ziekenhuisverpleger of ziekenhuisverpleegster en van ziekenhuisverpleger of ziekenhuisverpleegster - oriëntatie geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 34. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 september 2016, voor het in artikel 5 bedoelde 1ste leerjaar.

Het treedt in werking op 1 september 2017, voor het in artikel 6 bedoelde 2e leerjaar, op 1 september 2018, voor het in artikel 7 bedoelde 3e leerjaar, en op 1 september 2019, voor het in artikel 8 bedoelde derde aanvullende jaar.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 mei 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2016-2017

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 432-1.- Verslag, nr. 432-2.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. - Vergadering van 10 mei 2017.